

« Entre immobilisme et participation »

LE JOUR
Liège
Du 01/09/08
PAGE 21

Ecolo pointe du doigt le PS dans l'« affaire » de la fermeture du 1^{er} haut-fourneau, et s'inquiète quant au redéploiement économique de Liège.

SI ON veut éviter une crise sociale dure, il faut que les accords soient respectés.

Lors de la conférence de presse donnée hier matin par le groupe Ecolo, le député régional Bernard Wespheael a expliqué la position des Verts dans le dossier du redéploiement économique de Liège. S'il affirme qu'« il faut mettre Arceidor face à ses responsabilités », le député dénonce avant tout l'attitude du Parti Socialiste : « Tant que le PS sera balbutiant, on ne pourra pas parler de redéploiement. Ce qui hypothéquera gravement l'avenir d'une région où le taux de chômage atteint 20 % ».

Et Bernard Wespheael de pointer plus particulièrement Michel Daerden : « Il n'est pas tolérable qu'un seul homme décide ou non de réunir toutes les forces vives en fonction de sa disponibilité, de ses humeurs, ou d'une campagne politique interne. » Un Michel Daerden qui, pour rappel, préside le GRE (Groupement pour le Redéploiement Économique), fondé en juin 2004.

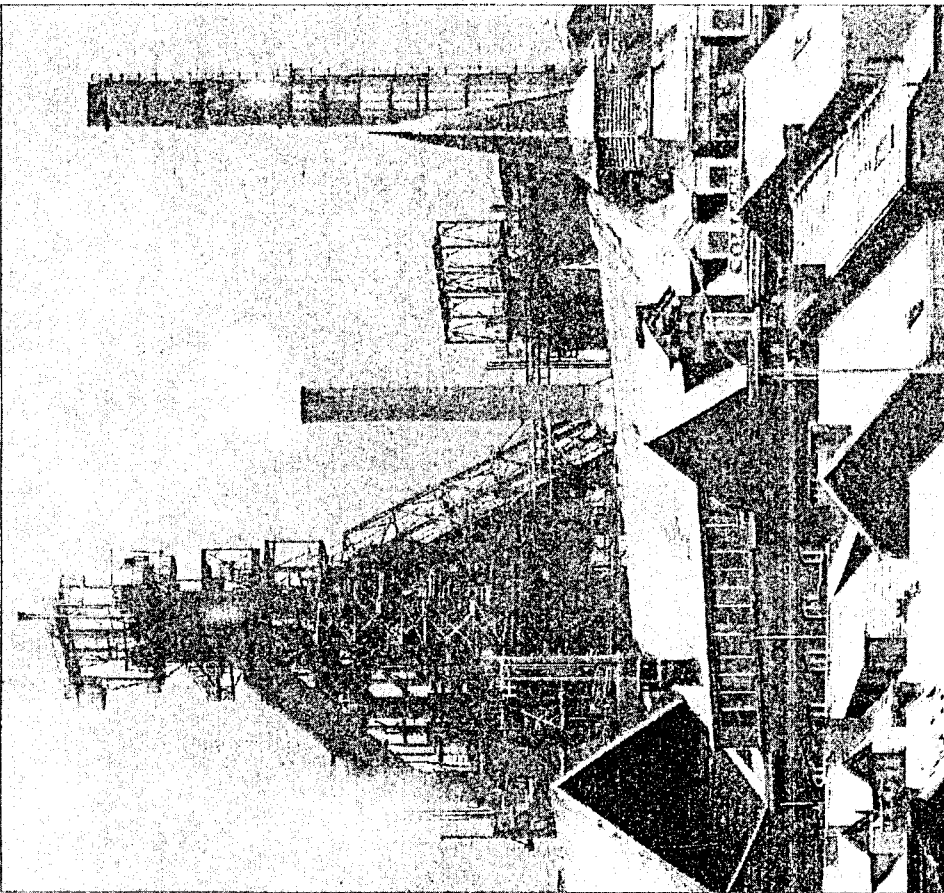
« Assez perdu de temps »

Les Écolos ont ainsi décidé de proposer un calendrier de réunions du GRE « pour partir sur des objectifs précis. Nous devons exiger une relance de la dynamique économique sous tous ses aspects, dans l'ordre. Et au plus vite. Parce que nous avons assez perdu de temps comme ça. »

Eric Jadot, secrétaire politique de la régionale liégeoise, se



Ecolo, en la personne du député wallon Bernard Wespheael, dénonce « l'immobilisme et la participation » face au non-respect de l'accord tripartite concernant la fermeture du 1^{er} haut-fourneau d'Arceidor.



PHILIPPE LUC/MANU THERRY

comme un partenaire crédible dans cette affaire... C'est économiquement intenable. »

Bernard Wespheael réclame encore une réunion « sans délai » entre l'ASBL « L'Avenir du pays de Liège » et le bourgmestre, afin d'envisager le positionnement des forces vives quant à la création éventuelle d'une communauté urbaine. « Car même si le ministre Daer-

den, pétri de mauvaise foi, estime qu'une telle création ajouterait une couche supplémentaire », nous devons viser la rationalisation des outils économiques liégeois. »

Enfin, les Verts estiment qu'il est grand temps d'entamer une campagne d'information à la population. « Si on veut réussir le redéploiement économique, il faut une bonne informa-

tion au citoyen. Il faut rencontrer les gens dans les communes pour leur présenter les objectifs du projet, et pour qu'ils puissent y prendre part.

Parce qu'il ne faut pas croire qu'on peut envisager un redéploiement sans les citoyens et les communes. Ce temps féodal est révolu. »

"Sans actions rapides, le GRE mourra"

- Francis Gomez est amer face au manque de dynamisme du GRE.
- Trop politisé à son goût, ce dernier ne peut remplir sa mission.
- Sans être ni pessimiste, ni optimiste, le syndicaliste veut croire au réveil liégeois.

ENTRETIEN
OLIVIER BÉART

Entré à la FN en 1973, Francis Gomez est très vite devenu délégué syndical FGTB dans l'entreprise. Étant dans la division moteurs, il a évolué avec ce secteur, connu maintenant sous le nom de Techspace Aero. Devenu président des métallos liégeois en 2003, le voilà maintenant au premier plan pour aborder ce virage historique de la sidérurgie liégeoise.



Francis Gomez, un syndicaliste qui n'a besoin ni de rapports, ni d'études pour diagnostiquer les maux liégeois.

Quel regard portez-vous sur les différentes initiatives prises en matière de redéploiement?

Les organismes issus de l'accord tripartite (syndicats, Région wallonne, Arcelor), installant notamment le GRE, n'ont pas produit tous leurs effets. Ce dernier par exemple, est loin de fonctionner de façon optimale, et c'est un euphémisme. Il y a dans son conseil d'administration le plus grand nombre de ministres au mètre carré de tout le royaume: Économie, Budget, Finances, Politique scientifique, ministre Président, sans parler des anciens ministres! Mais malgré cela, ou à cause de cela devrais-je plutôt dire, le GRE est immobilisé. C'est sidérant.

Il y a pourtant des bureaux, et des hommes qui y travaillent...

Oui, mais le conseil d'administration (CA) ne s'est réuni qu'une fois, il y a bien longtemps, et même ce dernier n'est pas informé de ce qui est fait au GRE. Les personnes qui y travaillent sont certainement très compétentes, mais il n'y a personne au-dessus d'eux, ni CA, ni administrateur délégué (NdLR, ce dernier étant feu Guy Mathot) pour les chapeauter et donner une ligne de conduite claire à leurs actions.

Il faudrait donc pourvoir au plus vite au remplacement de Guy Mathot?

Effectivement, et je le dis haut

et fort: ne remettons pas un politique à sa place. Il y en a déjà assez dans le CA du GRE. Ils sont déjà suffisamment pris par leurs mandats respectifs, ou par les querelles au sein même de leur parti. Ce dont le GRE a besoin, c'est d'une grosse peinture, capable de mettre en valeur les atouts liégeois.

Avez-vous des noms en tête?

Non. J'ai par contre un profil en tête. Il faut une personne qui sait ce qu'est l'industrie liégeoise, qui a un certain vécu de la région et de son tissu économique. Un homme qui peut comprendre Liège et qui peut donc l'aider. Pour moi, il ne peut s'agir

que d'un dirigeant d'entreprise. Et pas besoin d'aller le chercher en France ou ailleurs comme cela s'est fait trop souvent par le passé. Nous avons toutes les compétences nécessaires ici. Il faut en tout cas agir très vite car à mon sens, si rien ne se passe dans le courant du mois d'avril, on pourra considérer le GRE comme mort.

Quels autres outils pourra-t-on dès lors utiliser pour le redéploiement?

Le secteur public ne peut pas décréter l'emploi. Et s'il doit fournir un cadre propice aux créations d'emploi, les vraies clés sont entre les mains des entrepri-

ÉPINGLÉ

Réponse du berger à l'eau

Invité au "Grand Liège" début mars, Gilles Blau, le patron de Cockerill Sambre, avait notamment souligné le taux d'absentéisme liégeois et la volonté d'Arcelor d'investir dans des pays émergents - et à bas salaires - comme la Chine ou le Brésil. A chaud - terme sensible quand on parle de reconversion - Francis Gomez s'était dit choqué par "un discours rétrograde, qui démontre que c'est le capital qui dirige tout et que l'humain n'a pas d'importance". Réinterrogé sur le sujet, le syndicaliste a haussé les épaules et déclaré: "Ces petits discours de petits patrons ne nous intéressent pas. Blau devrait plutôt essayer d'inclure le personnel dans les projets de l'entreprise, plutôt que de ressortir ce cliché éculé du Liégeois malade et paresseux!" Dixit. ■

ses. Je crois que nous pouvons compter sur elles pour amener de beaux projets, mais aussi sur l'Université et ses spin-offs ou encore sur des outils comme Meusinvest - à condition qu'on n'oublie pas une recapitalisation. Ne perdons pas non plus de vue le domaine de la formation, avec Technifutur notamment. Il importe enfin de revaloriser les métiers techniques car les industries qui redresseront la région auront besoin de jeunes performants et bien formés. Hélas, aujourd'hui, l'enseignement secondaire technique est bien souvent une simple voie de garage vers laquelle seuls les moins forts sont orientés. ■

La décision d'Arcelor est inattendue mais pas surprenante

Les syndicalistes entendent bien réagir fermement à la décision d'Arcelor de fermer le HF6 mi-avril.

Vous attendez-vous à une fermeture anticipée du haut fourneau 6 par Arcelor?

Non, d'autant plus que Gilles Biau nous déclarait encore au début du mois, les yeux dans les yeux, qu'il n'était pas question d'une quelconque fermeture avant juin. J'en déduis que, soit Biau n'a rien à dire, soit il se paie la tête des Liégeois. Cependant, je ne suis pas réellement surpris par ce revirement, car j'ai depuis longtemps des craintes quant au respect des engagements pris par Arcelor, et cela ne fait que renforcer mes craintes pour l'avenir.

A propos d'avenir, comment voyez-vous les investissements d'Arcelor dans la reconversion, via la Sodite, notamment?

Je trouve cet investissement largement insuffisant. Non seulement, seuls 40 emplois ont été recréés jusqu'à présent alors que 2 700 doivent l'être d'ici 2007, mais au-delà de cette lenteur, j'ai le sentiment que cette fermeture n'a pas coûté bien cher à Arcelor. A peine plus de 7 000 euros par travailleur, si on divise le montant des pénalités par le nombre d'emplois perdus. Et c'est sans compter sur les milliers d'emplois qui seront perdus, parmi les sous-traitants d'Arcelor. Pour le moment, on compte les pertes par milliers, mais les seuls nouveaux emplois visibles, c'est au GRE qu'ils ont été créés. Il faut souligner que nous n'avons aucune information précise concernant les 40 emplois de la Sodite.

Nous ne savons pas qui sont ces gens, ni où et comment ils ont été replacés.

Et concernant l'avenir de la sidérurgie à froid?

J'ose espérer qu'Arcelor va, cette fois, appliquer ce qui a été prévu dans l'accord tripartite et investir dans le froid à Liège. Sans cela, il ne s'agira pas d'une catastrophe, mais bien d'une hécatombe pour la région. Je suis néanmoins inquiet car avant, dix kilomètres séparaient le froid du chaud. Demain, qu'en sera-t-il de l'approvisionnement des usines liégeoises depuis Dunkerque ou ailleurs? Nul ne le sait de façon précise. Par contre, ce que je comprends, c'est qu'Arcelor a aujourd'hui une seule préoccupation, c'est d'offrir un pourcentage de return maximum à ses actionnaires. C'est la seule logique qu'ils sui-

vent. Sinon, comment expliquer la fermeture soudaine des sites continentaux, jugés non rentables, et ne pas craindre que demain on assiste à la fin de toute la sidérurgie européenne au profit de la Chine ou de l'Amérique du Sud.

Que faire alors à l'échelle syndicale?

Il est clair que le syndicalisme n'a pas encore su se mondialiser, comme le monde économique a su le faire. Mais nous gardons une capacité de résistance non négligeable. Dans le cas de la fermeture anticipée, j'ai demandé aux délégués qu'il n'y ait pas de débordements. Nous attendons avec impatience la rencontre avec la direction et le gouvernement. Nous nous réservons le droit d'intenter des poursuites judiciaires par la suite, si Arcelor persiste dans le non-respect des accords. ■